

Boom du cacao au Ghana, fruit de la libéralisation ?

► CACAO

Francois Ruf. Économiste, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). francois.ruf@cirad.fr

EFFONDÉE DANS LES ANNÉES 80, la production ghanéenne de cacao se rétablit dans les années 90 pour rebondir à partir de 2003 [1]. L'économie du pays, bon élève du FMI, se redresse. Bien des observateurs concluent au succès d'une politique de libéralisation progressive et partielle. Mais de multiples autres facteurs entrent en ligne de compte.

LE GHANA, à qui la Côte d'Ivoire ravit en 1977 le rang de premier producteur mondial de cacao, amorce une politique de libéralisation du secteur cacao dans les années 90. Celle-ci est partielle puisqu'elle préserve le contrôle de l'État sur l'exportation. Même si les politiques tendent à s'approprier *a posteriori* les changements perçus comme positifs, ces derniers relèvent de processus complexes. Les mesures politiques elles-mêmes sont multiples et la plus efficace n'est pas forcément la plus visible. Dans un contexte d'échanges régionaux et mondiaux, il est aussi nécessaire de prendre en compte les politiques des pays clients et concurrents.

Une production plus abondante mais une qualité en régression ? Des investissements dans la transformation, mais l'environnement laissé pour compte ? Même si quelques dizaines de milliers de tonnes viennent « en fraude » de Côte d'Ivoire, le progrès de la production du Ghana est bien réel. Après être tombée à 200 000 tonnes au début des années 80, remontée à un potentiel de 350 000-400 000 t dans les années 90, la production bondit à plus de 600 000 t depuis 2002-2003.

Cette hausse n'est pas forcément un succès en soi, un excès d'offre pouvant générer une baisse de revenus. Le triplement de l'offre de cacao de la Côte d'Ivoire dans les années 80 et 90 a ainsi contribué à faire chuter le cours mondial et les revenus cacao du pays n'ont guère progressé. Toutefois, au cours des années 2000, la hausse de production du Ghana ne génère pas de baisse du cours mondial. Au contraire, le cours remonte légèrement (en hausse rapide ces derniers mois) et permet au Ghana d'augmenter les revenus. De jeunes chômeurs des villes reviennent vers les villages où le cacao génère des emplois.

Au même moment apparaissent des investissements croissants dans la première transformation du cacao. Barry Callebaut, grand groupe international, a récemment doublé sa capacité de transformation. Autre grande firme, Cargill s'apprête à implanter sa première usine au Ghana. Cette tendance suit celle observée en Côte d'Ivoire. *A priori*, ces investissements sont positifs pour ces pays.

Une nuance est à apporter dans ce tableau de la situation, concernant la protection de l'environnement. En effet, le boom des années 2000 relève

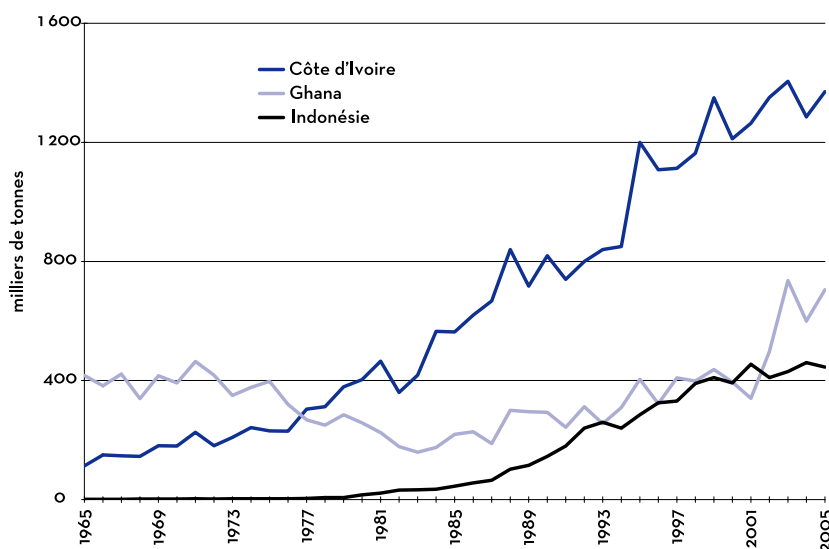
en partie d'expansions des années 90 aux dépens de la forêt. La protection des forêts, même si elle est restée plus réelle et présente qu'en Côte d'Ivoire, se relâche. Outre les pertes de ressources en bois induites par la création de plantations, on peut se demander quels seront les effets du boom du cacao sur l'environnement, et sur le futur même de la production cacaoyère.

Ces questions mises à part, le bond de production de cacao peut être perçu comme positif pour les familles de planteurs comme pour l'État ghanéen.

Une libéralisation qui s'accompagne du soutien de l'État. Au Ghana, la situation avant la libéralisation était très fermée : l'État disposait d'un contrôle absolu des exportations et du monopole des achats aux planteurs. La libéralisation du secteur s'est traduite par l'abandon du monopole d'achat aux planteurs et l'ouverture à la concurrence privée. Malgré la libéralisation, les acheteurs privés revendent leur cacao au « Cocobod » (Ghana Cocoa Board, Office national de cacao du Ghana¹). En effet, au plan de l'exportation, le Cocobod a théoriquement ouvert 30 % du marché aux sociétés privées mais dans la pratique celles-ci se heurtent à des barrières administratives insurmontables. La libéralisation est donc très partielle. Il n'empêche, avec l'ouverture, de nouveaux acteurs ont émergé, notamment des sociétés étrangères, comme Amajaro ou Olam, qui se sont taillé des places majeures dans le dispositif. Le rôle de ces sociétés s'accroît au Ghana parce qu'elles y anticipent une libéralisation complète dans les années à venir. Elles bénéficient également d'une présence

[1]

Évolution de la production de cacao pour la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Indonésie



1. Organisme d'État chargé de réguler l'activité cacaoyère ghanéenne, le Cocobod intervient dans l'achat, la commercialisation, la transformation des fèves et la recherche par l'intermédiaire de différentes filiales. Même après la libéralisation, c'est lui qui fixe le prix d'achat au producteur.

effective en Côte d'Ivoire ou au Cameroun, où elles ont déjà accès à l'exportation. Tout comme les investissements des grands groupes industriels tels Cargill, ADM et Barry Callebaut, ces sociétés de négoce sont venues investir au Ghana en partie sous l'effet de changements politiques dans les pays voisins et concurrents.

La hausse des prix payés aux producteurs est le signe d'un changement majeur dans la politique cacaoyère du Ghana, pays dépendant du cacao, ressource primordiale de devises et d'emplois. Au cours de la campagne présidentielle de 2000, le candidat Kufuor avait promis des hausses de prix payés aux producteurs. La hausse, désormais effective, décidée en partie sous la pression de bailleurs de fonds peut aussi être interprétée comme l'effet vertueux d'une démocratie retrouvée.

Autre mesure peu libérale associée au processus de libéralisation, promesse tenue du candidat à la présidence Kufuor : la mise en place d'un service aux planteurs, le « *Mass Spraying* » (« pulvérisation de masse »). Ce programme propose, au plan national, des équipes spécialisées dans le traitement insecticide des cacaoyères, un service en principe gratuit pour tous. D'après nos enquêtes, l'efficacité du *Mass Spraying* est variable selon les régions, mais il a joué un rôle à la fois direct (traitement effectif des plantations) et indirect (signal de soutien du gouvernement au secteur cacao) dans le bond de la production.

Les nouvelles cacaoyères du Ghana ne sont plus sous couvert forestier mais en plein soleil. Seuls quelques arbustes survivent ici et là. Si les rendements et revenus des planteurs augmentent, la biodiversité et l'environnement forestier sont menacés...

© F. Ruf



Un contexte favorable mais un boom qui n'est pas sans ambiguïtés : stabilité monétaire, démographie, climat, améliorations techniques...

Stabilité monétaire. Historiquement, la hausse du prix courant du cacao était toujours annihilée par une terrible érosion monétaire. Tout d'un coup, la dérive du cedi par rapport au dollar s'est arrêtée. Outre la baisse du dollar et le changement politique, cette stabilité s'explique par des facteurs structurels, tels que les transferts d'épargne de la diaspora ghanéenne. Sans ces émigrations liées à la crise, le pays ne bénéficierait pas de tels transferts aujourd'hui (estimés à 3 fois la facture d'importation pétrolière).

Changement technique. Le progrès technique joue aussi un rôle, avec les plants hybrides qui apportent des gains en précocité et productivité. Concernant les intrants chimiques, outre le programme de *Mass Spraying*, l'engrais amorce sa carrière au Ghana. Ces changements techniques relèvent en partie de politiques de recherche et de politiques de crédit, qui jouent un rôle décisif dans l'adoption de l'engrais. Autre facteur de changement, les innovations de groupes internationaux doivent aussi être prises en compte.

Climat et démographie. D'après nos enquêtes, la grande sécheresse et les incendies de plantations de 1983, qui ont détruit des milliers d'hectares de cacaoyères ont eu un impact sur le

boom actuel. En effet ils ont accompagné une récession cacaoyère régionale (en pays Ashanti et Brong Ahafo) tout en accélérant la tendance migratoire structurelle vers les forêts de la « Western Region » (région occidentale), participant à un nouveau boom cacaoyère dans cette région. Pourtant, à cette époque, le prix du cacao payé au producteur restait misérable. Cette même année 1983, on l'oublie souvent, le Nigeria expulsait des milliers de travailleurs ghanéens. Nombre de ces expulsés sont, d'après nos enquêtes, devenus planteurs de cacao. L'élément déterminant de tout boom cacao est le changement démographique face à un manque de changement économique. Si tous ces migrants se « ruent » vers le cacao, si tous ces jeunes finissent par jeter l'ancre au village malgré un certain nombre d'années d'études (financées par le cacao de leur père), c'est que leur tentative de s'insérer dans une profession de service, d'artisanat ou d'industrie, a échoué. D'une certaine façon, un 4^e boom cacao dans un pays comme le Ghana, c'est aussi l'échec du développement. Du fait de la difficulté à sortir du cacao, l'agriculture familiale de bien des pays réinvestit dans le secteur et finalement empêche le cours mondial de remonter durablement.

Nous observons aussi l'adoption spontanée de cacao dans certaines régions très humides où la culture restait marginale avant les années 90. D'après les planteurs, cette nouvelle expansion du cacao est due à deux facteurs : le matériel végétal hybride, mais aussi l'affaiblissement des pluies (probablement lié à la déforestation) perçu « positivement » : les pluies abondantes favorisaient les maladies du cacaoyère.

La politique de « libéralisation » a joué par deux composantes essentielles. La hausse du prix au producteur et la concurrence entre acheteurs, ont permis un paiement rapide des planteurs et une meilleure sécurité de marché. Cependant ce rôle s'est joué en interaction avec des politiques interventionnistes, et surtout avec des changements démographiques, techniques, sociaux, au Ghana et chez certains pays voisins. Des processus complexes, porteurs d'optimisme mais qui ne sont pas sans ambiguïtés, sont ainsi apparus. ■